



En-cas scolaire, Adelboden, 1940. (Paul Senn, PFV, MBA-Berne)

L'enfance volée en Suisse

par

Anne-Françoise Praz

professeure d'histoire contemporaine à
l'Université de Fribourg

Oubli, mémoire, histoire

Le destin de l'enfance placée s'est récemment invité dans les débats publics en Suisse. Le parcours de vie souvent dramatique de ces enfants suscite la consternation, l'incompréhension, voire la révolte. Autant de réactions bien légitimes face à ces destins individuels fracassés, à quoi s'ajoutent la longue inertie des responsables et la tardive reconnaissance des souffrances vécues. Nous nous intéresserons ici au processus de la résurgence du drame de l'enfance placée en Suisse. Celui-ci pose en effet différentes questions, que l'on synthétisera en trois mots-clés : oubli, mémoire, histoire.

LES RAISONS D'UN OUBLI

Essayons d'abord de comprendre pourquoi la question de l'enfance placée est restée si longtemps dans l'oubli. Nous pouvons distinguer ici deux processus : un oubli social, de la part des autorités responsables et de la société de l'époque ; un oubli individuel, mis en œuvre par les personnes concernées.

L'oubli social : consensus et volonté des responsables

Un premier processus d'oubli s'effectue déjà au moment même du placement. Ce dernier est considéré comme une solution à la crise familiale qui a provoqué l'intervention des autorités. Dès la fin du XIX^e siècle et jusqu'après 1945, les autorités de tutelle, les œuvres philanthropiques et autres acteurs de la protection de l'enfance partagent un même consensus : enlever des enfants à leur famille, c'est lutter contre la « reproduction » de la pauvreté, associée à l'époque à la menace sociale et à l'immoralité ; soustraire les enfants à des parents jugés incapables de les élever, c'est éviter que cette enfance « moralement abandonnée » ne glisse tôt ou tard dans la délinquance ouverte. C'est ainsi que, dès les années 1880, les cantons suisses instituent progressivement de nouvelles dispositions légales permettant à l'Etat de prononcer la déchéance de la puissance paternelle et de se substituer aux parents lorsque ceux-ci mettent en danger l'intégrité physique et morale de leur progéniture. Le Code civil suisse de 1912 entérine ces dispositions et les généralise à l'ensemble du territoire national¹.



Orphelins, Sion, 1925. (Jean Simonnot, MV-Martigny)

Comme les autorités sont persuadées d'avoir évité le pire en plaçant l'enfant, elles ne se préoccupent plus guère de ce qu'il devient, se contentant de payer la pension. Plusieurs recherches ont démontré la négligence, sinon les carences graves dans le suivi des placements et dans

la surveillance des établissements publics ou privés dédiés à cette prise en charge². Ce n'est qu'en 1977 qu'une ordonnance fédérale fixe des bases légales unifiées pour le contrôle des placements d'enfants dans toute la Suisse³. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, avec l'expérience des institutions pour orphelins de guerre et les nouvelles théories psychologiques de la carence maternelle, le fait d'enlever des enfants à leurs familles pour les placer en institution commence à être considéré de manière plus critique. Si cette démarche est nécessaire lors de négligence ou de maltraitements graves, ne pourrait-on pas dans d'autres cas aider davantage la famille à élever son enfant sans le lui arracher? La réflexion s'amorce lentement.

Un deuxième processus d'oubli relève d'un déni de la part des autorités ou même des familles. Tel est le cas des enfants « illégitimes », dont l'existence même constitue un scandale aux yeux de la société. Dans certains cantons, protestants et catholiques, les autorités de tutelle encouragent et parfois contraignent les mères à donner leur enfant en adoption, afin de dissimuler « le fruit du péché » et s'autoriser une chance de refaire leur vie. Jusqu'en 1978⁴, le droit en vigueur facilite la déresponsabilisation des géniteurs, puisque les possibilités d'action en justice pour obtenir une reconnaissance de paternité ou un simple soutien financier restent coûteuses, limitées, et sans garantie de succès. Lorsque l'enfant reste à la charge de sa mère, celle-ci doit souvent recourir à l'assistance de sa commune, qui s'occupe alors de placer l'enfant. Rien d'étonnant à ce que les enfants illégitimes représentent une très forte proportion des enfants placés. Une troisième dimension de cet oubli social relève d'une

² Voir l'introduction de FURRER *et al.* 2014. Voir aussi Häslér 2009.

³ Ordonnance réglant le placement d'enfants à des fins d'entretien et en vue d'adoption (OPEE), du 19 octobre 1977, révisée à plusieurs reprises.

⁴ Le nouveau droit suisse de la filiation abolit la distinction entre enfant « légitime » et « illégitime », et supprime la notion d'« inconduite » de la mère comme motivation du refus de l'action en paternité. FLATTET 1977.



Affiche pour la Journée de la faim, 1923. [Carl Angst, BGE-Genève. DR]

gestion des problèmes qui privilégie les arrangements à l'interne, évitant soigneusement tout débordement dans l'espace public. Dès la mise en place des placements

familiaux, au moment de l'ouverture des premières maisons d'éducation, des critiques sont émises. L'histoire du placement d'enfants est celle d'une succession de scandales et de dénonciations de la part de témoins divers. Mais ces affaires sont prestement réglées par des mesures ponctuelles... jusqu'au prochain scandale. Il incombe aux historiens de mieux documenter ces dénonciations : il s'agit de corriger le prisme déformant d'une histoire téléologique selon laquelle nous serions passés progressivement de pratiques stigmatisantes voire cruelles à l'égard de ces enfants, à notre vision moderne, marquée par le respect de leurs droits et l'attention à leurs besoins. A l'époque déjà, certains ont pris conscience de l'inadéquation et de l'injustice du traitement réservé aux enfants placés. La vraie question historique consiste à comprendre pourquoi ces voix ont si longtemps crié dans le désert et pourquoi, à un moment donné, elles ont été enfin entendues.

Citons ici un dénonciateur célèbre, cependant moins connu en Romandie, l'écrivain bernois Carl Albert Loosli. En 1924, dans son livre *Anstaltsleben*⁵, il dresse un implacable réquisitoire contre des méthodes pratiquées dans les maisons de correction bernoises. Lui-même enfant naturel, placé en orphelinat à 12 ans, puis envoyé en maison de correction pour un vol mineur, il a connu les camisoles de force, le cachot, les coups de fouet et de bâton comme punitions usuelles. Dans un langage d'une violence inattendue chez cet écrivain connu pour ses critiques d'art et ses croquis pittoresques de l'Emmental, il réclame l'abolition des orphelinats, des maisons d'éducation et de correction, « des institutions de perversion morale, comparables à la guerre, la torture, l'esclavage et la prostitution ». Accusé de médisance, il réplique avec un second pamphlet, *Ich schweige nicht*!⁶.

⁵ Loosli 1924.

⁶ Loosli 1925.



Foyer de Sonnenberg, Kriens, canton de Lucerne, 1944. [Paul Senn, PFV, MBA-Berne]

L'oubli individuel : une stratégie de survie

Des stratégies d'oubli sont également mises en œuvre par les personnes concernées elles-mêmes lorsque les souvenirs sont trop douloureux et entravent les processus de résilience et de reconstruction de soi. Certes, pour certains enfants, le placement s'est bien déroulé, leur permettant d'échapper à la misère ou aux violences. Mais pour une très grande partie d'entre eux, il est allé de pair avec un processus de dévalorisation de soi à travers les mauvais traitements, les vexations, ou simplement la discipline



Travaux des champs, foyer d'éducation pour les garçons, Oberbipp, canton de Berne, 1940. (Paul Senn, PFV, MBA-Berne)

stricte, l'absence de chaleur humaine, l'atmosphère triste et uniforme des établissements. Ce processus de perte d'estime de soi est récurrent dans les témoignages recueillis par les recherches en histoire orale : « J'étais considérée comme paresseuse et bonne à rien. Quand on entend toujours ça, on finit par le croire. » « Cela rabaisse de sentir que les autres se moquent toujours de toi. »

« J'étais l'enfant du péché. »⁷

« Le fait que personne ne me parle jamais a été plus dur à supporter que toutes les raclées que j'ai prises. Si je posais une question, je n'obtenais simplement pas de réponse. »⁸

« A l'école, on est tellement considéré comme des débiles qu'on nous met au fond de la classe et personne ne s'occupe de nous. »⁹

Cette dévalorisation ne s'arrête pas à la fin du placement, les modalités de celui-ci se répercutant sur l'entrée dans l'âge adulte. L'absence de formation et de préparation à la vie sociale condamne les ex-enfants placés à de sérieuses difficultés d'insertion sur le marché du travail, où ils restent souvent confinés aux emplois peu qualifiés et mal rémunérés. Parfois, les maltraitements subies ont entraîné des traumatismes qui entravent les relations affectives et sociales. Dans une telle précarité économique et psychologique, ils n'ont pas les ressources pour demander des comptes sur leur passé et préfèrent refouler ces douloureux souvenirs. Et lorsqu'ils réussissent enfin à donner à leur parcours de vie une orientation plus sereine, l'oubli d'un passé difficile remplit une autre fonction : il leur apparaît comme une nécessité pour ne pas ébranler ce fragile équilibre. Voici ce qu'indique Louissette Buchard-Molteni – dont nous reparlerons – dans l'épilogue du livre qu'elle écrit à 60 ans pour témoigner de son enfance chahutée,

⁷ LEUENBERGER, SEGLIAS 2009, les trois premiers extraits sont tirés de cet ouvrage.

⁸ Interview d'Arthur Honegger, ex-enfant placé chez des paysans (*Verdingkind*), dans Künzi 2004. Noter qu'en allemand le terme même

de *Verdingkind*, traduit littéralement par « enfant réduit à l'état de chose », indique bien son statut dévalorisé.

⁹ PRAZ et al. 2016.

de foyer en foyer : « En vingt ans de mariage, je n'ai jamais fait allusion à mon passé. Je ne voulais pas perturber la vie scolaire de mes enfants. Cette attitude avait son revers, la seule ombre à notre vie familiale : je faisais dépression sur dépression – ce qui ne m'empêchait pas de vivre normalement. Jamais je ne parvenais à parler de mon enfance en enfer. Je trouvais mon seul refuge dans le travail. »¹⁰

UNE MÉMOIRE RETROUVÉE : LA GÉNÉALOGIE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE

Comment s'est effectuée en Suisse cette prise de conscience du drame des placements, du besoin de réforme du système, de la nécessité de reconnaître les injustices commises, voire de réparer les torts subis ? Comment le silence a-t-il été brisé ?

Des dénonciations aboutissent

Dans la succession de scandales émaillant l'histoire du placement d'enfants, certains réussissent à ébranler l'opinion publique et à susciter des réformes plus sérieuses. Examinons quelques exemples afin de repérer les facteurs qui ont permis de soulever la chape de silence et de faire avancer le débat.

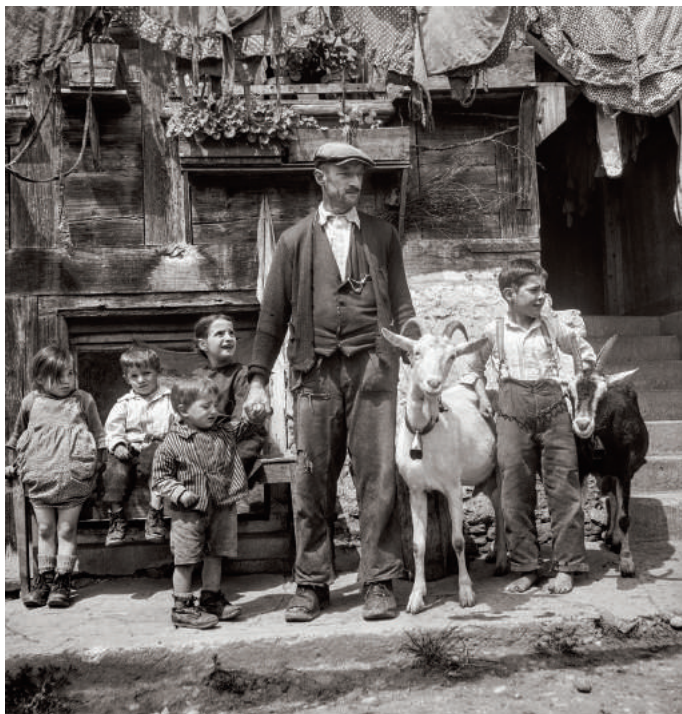
En 1944, le journaliste Peter Surava suscite l'indignation du public par ses reportages sur l'enfance placée, publiés dans deux journaux alémaniques, *Die Nation* et *Der Schweizerischer Beobachter*. Le retentissement de son enquête s'explique surtout par les photos saisissantes qui accompagnent le texte, à une époque où la presse illustrée connaît une diffusion plus large, en réponse à une demande accrue d'informations et d'images sur les événements de la guerre. Ces photographies, montrant des enfants au regard triste et vide, occupés aux travaux des champs ou aux tâches ménagères, sont signées Paul Senn,



*Foyer d'éducation pour les garçons, Oberbipp, canton de Berne, 1940.
(Paul Senn, PFV, MBA-Berne)*

un des plus grands noms de la photographie suisse. Certaines d'entre elles sont devenues des icônes de l'enfance placée. À l'époque, ces images ont rendu visibles pour le grand public les conditions de vie parfois révoltantes de ces enfants et adolescents. Associées au texte sans concessions de Peter Surava, elles ont déclenché un réel mouvement d'opinion et provoqué la fermeture de l'un des établissements les plus décriés, l'Institut Sonnenberg (LU), ainsi que la condamnation de son directeur. L'oubli est ainsi momentanément conjuré, des abus sont punis, mais le système n'est pas remis fondamentalement en question. Toutefois, on peut supposer qu'une telle affaire a valeur préventive, les responsables redoutant de nouveaux scandales,

¹⁰ BUCHARD-MOLTENI 1995, p. 123.



Famille d'enfants placés, canton de Berne, 1944.

(Paul Senn, PFV, MBA-Berne)

puisqu'il désormais la presse reste attentive à ce sujet. Une remise en question plus radicale intervient dans la foulée de Mai 68, une période marquée par une contestation générale de l'autorité et des institutions. Certains militants de mouvements alternatifs et contestataires s'appuient sur l'exemple des maisons d'éducation et de correction pour dénoncer la répression dans les institutions pédagogiques et articuler une critique générale de l'enfermement. On compte parmi eux de nombreux étudiants en travail social, psychologie ou pédagogie, à une

époque où de nouvelles filières de formation apparaissent dans ces secteurs¹¹. Cette dénonciation débouche sur des projets de réformes, en termes d'ouverture des établissements sur l'extérieur et d'abolition de certaines méthodes répressives. Mais dans les années qui suivent, les jeunes éducateurs déchantent souvent en découvrant le fonctionnement des institutions lors d'un premier engagement ; et leurs tentatives de changement se heurtent à des pesanteurs et des routines difficiles à secouer.

Au début des années 1970, la presse joue à nouveau un rôle essentiel dans une dénonciation « réussie » : celle du placement des « Enfants de la grand-route » organisé par Pro Juventute entre 1926 et 1973, avec le soutien des autorités fédérales. Quelque 600 enfants tsiganes, plus précisément des Yéniches de Suisse, ont été enlevés à leurs parents, puis placés en famille d'accueil, en orphelinat, ou même dans des prisons et des établissements psychiatriques. Dans l'esprit des initiateurs, il s'agissait d'éradiquer le mode de vie itinérant, considéré comme un dangereux vagabondage, et de transformer ces enfants en sédentaires « utiles à la société »¹². Durant des années, des parents ont essayé en vain de déposer des recours contre les décisions des autorités de tutelle. Le *Schweizerischen Beobachter* prend l'initiative de la dénonciation, avec une série de reportages du journaliste Hans Caprez. En 1971, il est sollicité par une mère yéniche qui tente de récupérer la garde de ses cinq enfants et lui demande de soutenir son action contre Pro Juventute auprès du Tribunal fédéral. Le premier article de Caprez déclenche les protestations de plusieurs personnalités. Avec l'appui du directeur du journal, il poursuit son enquête et dévoile au grand public cette pratique d'enlèvement d'enfants yéniches. La révélation de ces placements et le débat public qu'elle déclenche

¹¹ L'épisode culminant se déroule en 1971 en Suisse alémanique, lorsque plusieurs jeunes pensionnaires s'évadent de certains établissements et trouvent refuge auprès de ces étudiants dans des appartements communautaires.

¹² GALLE 2016 ; HUONKER, LUDI 2009.



Foyer de Sonnenberg, Kriens, canton de Lucerne, 1944.
(Paul Senn, PFV, MBA-Berne)



Fille placée, canton de Berne, 1940. (Paul Senn, PFV, MBA-Berne)



Fille placée, canton de Berne, 1940. (Paul Senn, PFV, MBA-Berne)



Foyer de Sonnenberg, Kriens, 1944. (Paul Senn, PFV, MBA-Berne)

produisent un effet immédiat : l'opération de Pro Juventute est stoppée en 1973.

Des personnes concernées s'expriment... et se mobilisent

Finalement, ce sont les personnes concernées qui ont joué le rôle décisif dans cette résurgence d'un chapitre sombre de notre histoire et sa réintégration dans la mémoire collective.

Dans un premier temps, des ex-enfants placés décident de raconter leur histoire, d'écrire et de publier leur biographie. L'historien zurichois Thomas Huonker a répertorié ces récits dans toute la Suisse et repéré la première publication en 1955 : sous le titre *Aus dem Leben eines Verdinghuben*, Gotthard Haslimeier raconte sa vie d'enfant placé chez des paysans zurichois (Affoltern am Albis). Le rythme de parution de ces autobiographies s'est accéléré à partir des années 1970, et plusieurs témoignages sont aujourd'hui disponibles.

En parallèle à cette visibilité éditoriale suivie d'échos médiatiques, les personnes concernées adoptent d'autres stratégies pour obtenir une reconnaissance : se regrouper et se mobiliser. La communauté yéniche inaugure ce type d'action dès 1975 en créant l'association Radgenossenschaft der Landstrasse, association faîtière des gens du voyage en Suisse. Celle-ci s'efforce de faire connaître au grand public l'histoire des placements forcés d'enfants et des stérilisations non volontaires de femmes. Elle s'est surtout mobilisée pour l'accès aux archives de Pro Juventute, qui permettrait à des parents, enfants, frères et sœurs de se retrouver après des années de séparation. Il faut attendre 1986 pour que les volumineux dossiers de tutelle des « Enfants de la grand-route » soient déplacés aux Archives fédérales et ouverts à la consultation. La même année, le président de la Confédération Alphons Egli s'excuse publiquement pour la participation financière de la Confédération à l'opération ; les excuses de Pro Juventute suivent en 1987. Finalement, le Parlement accorde des réparations financières : entre 1988 et 1993, une centaine d'ex-Enfants de la



Réfectoire, foyer d'Oberbipp, canton de Berne, 1940.

(Paul Senn, PFV, MBA-Berne)

grand-route reçoivent chacun une somme comprise entre 2000 et 20 000 francs, selon la gravité des dommages, qui tient surtout lieu de reconnaissance pour l'injustice et les souffrances vécues.

Cette mobilisation autour de l'affaire Pro Juventute suscite l'intérêt des chercheurs. Thomas Huonker est le premier à travailler sur les documents déposés aux Archives fédérales, dans le cadre d'un projet de recherche du Fonds national. Mais l'histoire de tous les enfants placés, en institution ou à la campagne, reste à faire. Comment comprendre que ce chapitre de l'histoire sociale suisse n'ait que si peu intéressé les historiens jusqu'aux années 1990 ? C'est la question posée par Marco Leuenberger en conclusion de son mémoire consacré aux *Verdingkinder* dans le canton de Berne, l'un des premiers travaux scientifiques sur le sujet : « Dass eine schon rein zahlenmässig so

bedeutsame Gruppe, wie sie die Verdingkinder darstellen, von der Geschichtsschreibung bisher weitgehend ignoriert wurde, gibt zu denken. Bis weit ins 20. Jahrhundert wuchsen nämlich allein im Kanton Bern rund 5 % aller Kinder in Fremdpflege auf.»¹³

Ce n'est pas de la communauté scientifique que viendra l'impulsion pour la recherche, mais des personnes concernées elles-mêmes. Il semblerait que l'affaire des fonds juifs en déshérence et les travaux de la Commission Bergier aient servi d'élément déclencheur. Cet épisode démontre en effet que, dans certaines circonstances, les autorités suisses engagent un processus pour se confronter à un versant obscur de l'histoire nationale. Or, l'attitude face aux réfugiés juifs durant la dernière guerre n'est pas le seul point sombre de cette histoire. Le destin des enfants placés ne mériterait-il pas lui aussi une enquête historique au niveau national?

Telle est la conviction d'une ex-enfant placée, Louissette Buchard-Molteni, qui incarne cette revendication. Ses lettres aux autorités cantonales et fédérales sont relayées par des motions parlementaires en 1999 et en 2003. En octobre de cette même année, pour protester contre la non-prise en compte de ses demandes, elle entame une grève de la faim devant le siège du Département de la formation

et de la jeunesse du canton de Vaud. Cette pression amène Charles Kleiber, secrétaire d'Etat à l'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES), à accorder un financement pour une étude historique exploratoire sur les placements d'enfants au XX^e siècle, soutenue par le Conseil d'Etat du canton de Vaud et conduite pour l'Ecole sociale de Lausanne. Une vingtaine de témoignages sont recueillis et publiés¹⁴, à quoi s'ajoutent une émission télévisée et plusieurs articles de presse.

Le retentissement de la grève de Louissette donne une nouvelle impulsion à la mobilisation des ex-enfants placés. En 2004, ils sont quelque 220 à se retrouver pour un premier congrès à Glattbrugg (ZH) et fonder une organisation nationale. Les revendications sont diverses : simple volonté



Rassemblement d'anciens enfants placés, place Fédérale, Berne, mars 2014. (Remo Neuhaus)

¹³ LEUENBERGER 1991.

¹⁴ HELLER *et al.* 2005.

de témoigner, demande de reconnaissance, de recherches historiques, d'accès à leur dossier, d'excuses officielles, de dédommagements.

Ces revendications sont progressivement entendues. Dès le début des années 2000, la presse relaie de nombreux témoignages. Entre 2009 et 2013, l'exposition itinérante « Enfances volées – Verdingkinder reden » contribue largement à révéler cette thématique au grand public et suscite même des excuses officielles de certains gouvernements cantonaux. Cette exposition est le résultat d'une collaboration entre historiens et représentants des victimes, au sein d'un réseau toujours actif : www.vernetz.ch. Cette mobilisation a trouvé ses relais politiques, avec la cérémonie nationale d'excuses d'avril 2013, les travaux d'une table ronde, la constitution d'un fonds d'urgence et la récente approbation par le Conseil national d'une loi fédérale sur les réparations, contre-projet indirect à l'initiative sur le même sujet.

Les recherches historiques sont en plein développement. Entre 2005 et 2008, un projet de recherche dirigé par le sociologue Ueli Mäder et l'historien Heiko Haumann, de l'Université de Bâle, a engagé 85 enquêteurs qui ont recueilli plus de 270 témoignages de personnes placées durant leur enfance. D'autres projets sont actuellement en cours, soutenus par des fondations privées, des gouvernements cantonaux ou le Fonds national. Pour le printemps 2017, celui-ci annonce le lancement d'un programme national de recherche (PNR) sur les placements d'enfants et sur d'autres mesures de coercition à des fins d'assistance. Dans ce contexte plus large, la question de l'internement administratif (des adultes) fait actuellement l'objet de recherches de la Commission indépendante d'experts (CIE) nommée par le Conseil fédéral et chargée de réaliser une étude scientifique sur les internements administratifs¹⁵.

FAIRE L'HISTOIRE DES PLACEMENTS D'ENFANTS

A partir de cette mémoire reconstituée et des archives disponibles, comment faire l'histoire des placements d'enfants ? Comment évaluer la responsabilité des acteurs ? Quel est le rôle spécifique de l'histoire ?

Face à l'enfance placée, les historiens sont parfois sommés de désigner les coupables et doivent rappeler qu'ils ne sont pas des juges. A force de vouloir juger, nous avertit Marc Bloch, l'historien perd le goût d'expliquer, ce qui est sa tâche première¹⁶. Cette explication passe par la



Chrigel, enfant placé, Berne, 1944. (Paul Senn, PFV, MBA-Berne)

¹⁵ Voir le programme de recherche sur le site <http://uek-administrative-versorgungen.ch/fr/>.

¹⁶ BLOCH 2011.



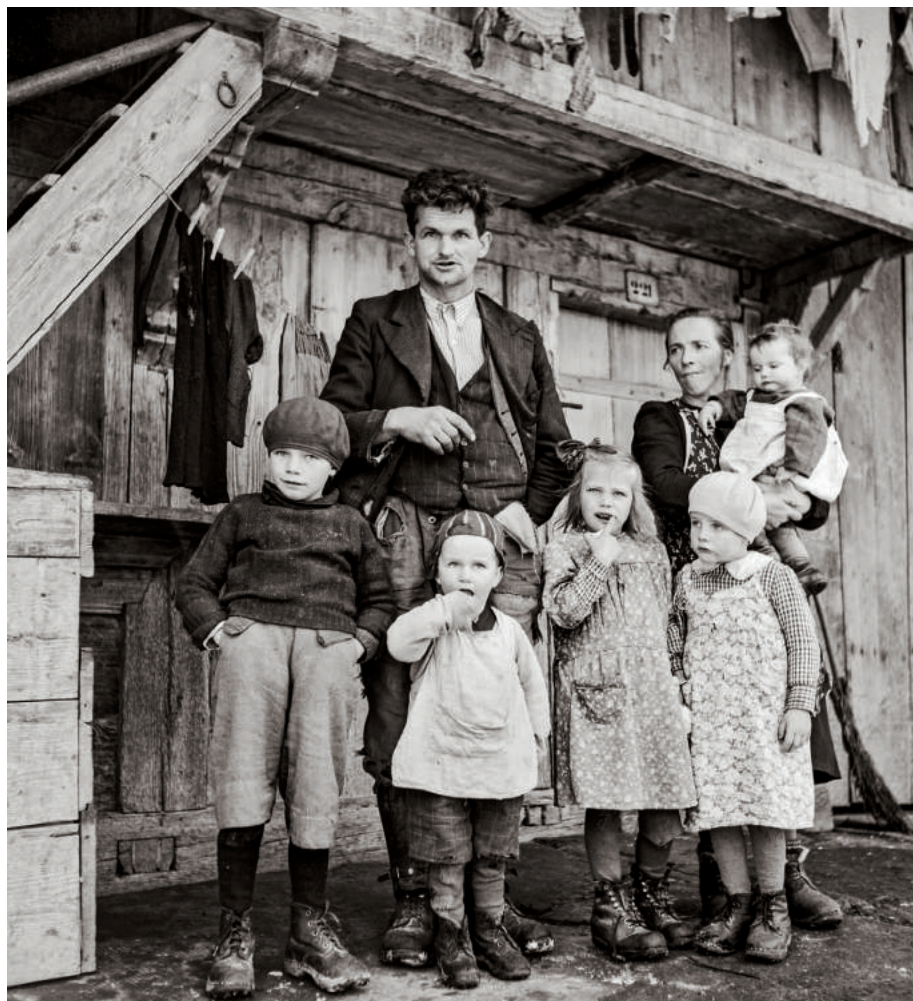
Enfants du foyer d'Oberbipp, travaux des champs, canton de Berne, 1940. (Paul Senn, PFV, MBA-Berne)

connaissance précise du contexte d'une époque : quelles étaient les contraintes des acteurs historiques, quel était l'espace d'autonomie, les informations dont ils disposaient ? Cette démarche n'est pas toujours bien comprise, et on reproche parfois aux chercheurs de vouloir se mettre à la place des acteurs du passé, de vouloir les comprendre en s'efforçant au détachement par rapport aux convictions présentes. Ne risquent-ils pas au final de les excuser ? Lors de la cérémonie officielle à Berne, le représentant de l'Union suisse des paysans a soulevé des huées et des sifflements, car il a tenté de relativiser la responsabilité des paysans suisses de l'époque en se référant au contexte : à l'époque, à la campagne, tous les enfants travaillaient, c'était normal... Contextualiser sans relativiser ni excuser, est-ce possible ? Trois remarques peuvent ici nourrir la réflexion¹⁷.

Sans vouloir juger, la recherche historique peut et doit montrer que la contrainte exercée sur ces enfants était parfois illégale. Dans certains cas en effet, les responsables ont enfreint leurs propres règles institutionnelles, clairement énoncées dans des textes officiels. Par exemple, l'obligation de scolariser les enfants jusqu'à 15 ou 16 ans n'a pas été respectée dans plusieurs cas de placement en famille ou en institution. Sans parler de la violence et des abus sexuels, qui relevaient du Code pénal. La recherche

historique doit non seulement établir ces faits et évaluer leur fréquence, mais s'attacher à expliquer les mécanismes qui ont permis ces violations et surtout leur impunité.

La recherche historique montre également que le traitement de ces enfants était non seulement illégal, mais



Famille d'enfants qui ont été et seront placés, canton de Berne, 1946. (Paul Senn, PFV, MBA-Berne)

¹⁷ Je résume ici une réflexion davantage développée dans PRAZ 2015.

discriminatoire. La discrimination est une catégorie qui ne relève pas du droit, mais des normes sociales d'une époque, définissant à quoi les enfants avaient normalement accès, quel était le comportement attendu des adultes à leur égard. Or, on peut montrer que les enfants placés étaient constitués comme une catégorie à part, à qui l'on ne garantissait pas ces droits et ces attentes. Cette réflexion me paraît importante pour éviter d'utiliser à l'envi l'argument des « mentalités » ; il se peut très bien que les gens d'autrefois aient trouvé normal ce que nous critiquons aujourd'hui (par exemple de faire travailler de jeunes enfants) et que la catégorie « enfance » n'avait pas les mêmes implications ; mais il faut être attentif aux traitements différenciés, à l'intérieur même de cette catégorie. La recherche ne s'arrête pas à établir l'existence de cette discrimination, mais se donne pour objet de comprendre pourquoi elle n'était pas perçue comme un scandale. Il s'agit de considérer les préjudices engendrés par le placement non seulement comme la dérive de quelques responsables, mais comme la conséquence d'un certain état des rapports sociaux et des normes dominantes.

Lorsqu'on se demande comment un tel traitement discriminatoire a été possible et socialement accepté, un troisième élément de réflexion surgit. On peut ainsi s'interroger pour savoir dans quelle mesure la constitution même des dossiers d'enfants placés par les différentes instances, devenus aujourd'hui des dossiers d'archives, n'a pas participé d'une certaine légitimation des mesures prises. Max Weber, dans ses analyses de la bureaucratie, attire notre attention sur ce qu'il appelle *la légitimation par le processus*. Le fait que ces placements se déroulaient selon des procédures organisées, des formulaires précis, des règlements bien édictés, contribue à cette légitimation. L'action

bureaucratique, non seulement produit de l'ordre, mais donne l'impression que tout est en ordre, sous contrôle, tout est normal, se fait dans les règles, etc. Ces dossiers ont un effet de légitimation tout au long du parcours de vie de la personne concernée. Lorsqu'un dossier est constitué, les fonctionnaires en charge y incluent des informations qui ne sont pas toujours correctes, ainsi que des remarques influencées par les préjugés de l'époque (jugements sur la famille, son mode de vie, sur l'enfant, son éducation). Quand de tels dossiers passent d'une administration à l'autre, cela contribue à perpétuer l'idée des prétendues déficiences des individus concernés, et oriente les décisions ultérieures à leur égard. Ainsi, les stigmatisations attribuées à certains groupes se trouvent cumulées et généralisées.

C'est cette réflexion qui a en définitive convaincu les historiens – et les archivistes – d'entrer en matière sur une revendication a priori inacceptable de la part des personnes concernées : elles voulaient corriger leurs dossiers ! Finalement une solution a émergé, que je trouve très intéressante dans une réflexion sur la mémoire : ces personnes ont été invitées à rédiger leurs remarques et corrections, ainsi que leurs réflexions suscitées par la lecture des documents, sur une feuille qui sera annexée et conservée dans le dossier. C'est une manière de mettre fin à ce cumul des stigmatisations et à se réapproprier leur histoire.

Cette démarche signale une difficulté supplémentaire dans cette histoire des placements : une partie des individus sur lesquels porte la recherche sont encore vivants, qui plus est sont attentifs aux résultats, et souhaitent également participer à la production de savoir sur leur histoire. Autant de défis que les historiens de l'enfance placée vont devoir relever.

BIBLIOGRAPHIE

BLOCH 2011

MARC BLOCH, *Apologie pour l'histoire, ou Métier d'historien*, Paris, 2011.

BUCHARD-MOLTENI 1995

LOUISETTE BUCHARD-MOLTENI, *Le tour de Suisse en cage. L'enfance volée de Louissette*, Morges, 1995.

DROUX 2015

JOËLLE DROUX, « Emergence des politiques de l'enfance et de la jeunesse », in GREGORY DURAND *et al.*, *Les bâtisseurs de l'école romande. 150 ans du Syndicat des enseignants romands et de L'Educateur*, Chêne-Bourg, 2015, p. 236-261.

FLATTET 1977

GUY FLATTET, « Le nouveau droit suisse de la filiation », in *Revue internationale de droit comparé*, 29-4, octobre-décembre, 1977, p. 675-687.

FURRER *et al.* 2014

MARKUS FURRER (dir.) *et al.*, *Entre assistance et contrainte : le placement des enfants et des jeunes en Suisse 1850-1980*, Bâle, 2014.

GALLE 2016

SARA GALLE, *Kindswegnahmen. Das « Hilfswerk für die Kinder der Landstrasse » der Stiftung Pro Juventute im Kontext der schweizerischen Jugendfürsorge*, Zurich, 2016.

HÄSLER 2009

MIRJAM HÄSLER, « Evolution légale du placement des enfants », in MARCO LEUENBERGER, LORETTA SEGHIAS (éd.), *Enfants placés, enfances perdues*, Lausanne, 2009, p. 73-107.

HELLER *et al.* 2005

GENEVIÈVE HELLER *et al.*, *Enfance sacrifiée. Témoignages d'enfants placés entre 1930 et 1970*, Lausanne, 2005.

HUONKER, LUDI 2009

THOMAS HUONKER, REGULA LUDI, *Roms, Sintis et Yéniches : la « politique tsigane » suisse à l'époque du national-socialisme*, Lausanne, 2009.

KÜNZI 2004

RENAT KÜNZI, « La souffrance des enfants placés de force », in *Swissinfo*, 28 février, 2004, consultable sur <http://www.swissinfo.ch/fre/la-souffrance-des-enfants-placés-de-force/3792508>.

LEUENBERGER 1991

MARCO LEUENBERGER, *Verdingkinder: Geschichte der armenrechtlichen Kinderfürsorge im Kanton Bern 1847-1945*, mémoire de licence de l'Université de Fribourg, Fribourg, 1991.

LEUENBERGER, SEGHIAS 2009

MARCO LEUENBERGER, LORETTA SEGHIAS (éd.), *Enfants placés, enfances perdues*, Lausanne, 2009.

LOOSLI 1924

CARL ALBERT LOOSLI, *Anstaltsleben. Betrachtungen und Gedanken eines ehemaligen Anstaltszöglings*, Berne, 1924.

LOOSLI 1925

CARL ALBERT LOOSLI, *Ich schweige nicht! Erwiderung an Freunde und Gegner auf ihre Äusserungen zu meinem 'Anstaltsleben'*, Berne, 1925.

PRAZ 2015

ANNE-FRANÇOISE PRAZ, « Entre destins individuels et recherche historique : comment aborder les dossiers d'enfants placés ? », in *Revue fribourgeoise de jurisprudence*, n° spécial *De la justice aux archives*, 2015, p. 99-114.

PRAZ *et al.* 2016

ANNE-FRANÇOISE PRAZ *et al.*, *Enfants placés à l'Institut Marini de Montet (FR). Discriminations, maltraitances et abus sexuels*, Fribourg, 2016, consultable sur <http://doc.rero.ch/record/258318>.





Portrait d'une étudiante, Isabelle Closuit, Martigny, 1989. (Jean-Yves Glassey)